



RAPPORT ANNUEL 2017



Aider les populations les plus vulnérables à acquérir les moyens d'améliorer durablement leurs conditions de vie...



2017, un nouveau point pour ajuster la route.

Pour la 5^{ème} fois depuis la création, toute l'équipe d'ESSOR s'est investie en 2017 pour faire le point sur son action et réfléchir aux grandes orientations pour les 5 prochaines années.

Cet exercice a mobilisé l'ensemble des salariés au siège et sur le terrain, les membres de l'Assemblée Générale ainsi que certains partenaires.

La mission d'ESSOR, « aider les populations les plus vulnérables à acquérir les moyens d'améliorer durablement leurs conditions de vie » a été confirmée comme le cœur de notre action et notre principale raison d'être.

Soucieux de la qualité des projets menés et de leur impact sur les conditions de vie des plus vulnérables, ESSOR a souhaité que la consolidation de ses pratiques, de ses partenariats, de ses équipes et de sa structure constitue l'axe majeur de la stratégie à 5 ans.

Ce choix de consolidation constitue un positionnement « courageux » dans un contexte où nos actions sont reconnues pour leur pertinence et leur efficacité, et où on nous incite à nous développer plus, à en faire beaucoup plus.

Nous investirons donc aussi des énergies pour capitaliser nos savoir-faire afin qu'ils puissent être mis à profit par d'autres dans d'autres contextes et sur d'autres territoires.

En ce début 2018, les uns et les autres vont se mobiliser dans ce sens et nous remercions tous ceux qui ont été à nos côtés pendant ces nombreuses années, et qui sûrement nous accompagneront dans cette nouvelle étape d'une organisation qui a vraiment pris son ESSOR !

Conscients qu'en faire plus peut aussi avoir du sens, nous chercherons à tisser des alliances.

Par J-P Delgrange

SOMMAIRE



- 05** La « Touche » ESSOR
- 06** ESSOR dans le monde
- 08** Faits marquants
- 11** L'éducation
- 19** La formation et insertion professionnelle
- 25** Le développement agricole
- 31** Axes transversaux
- 35** Notre action en France
- 38** Rapport financier
- 44** Nos partenaires
- 46** Gouvernance et équipe
- 49** Perspectives 2018

LA « TOUCHE » ESSOR

→ HISTORIQUE

En 1992, à leur retour d'une mission au **Brésil** avec Inter Aide, une ONG française, des professionnels du développement créent l'association ESSOR qui poursuit ses actions dans ce pays en appuyant la création ou le renforcement d'associations brésiliennes. Reconnue pour son travail, ESSOR démarre des actions au **Mozambique** à partir de 1997, au **Cap-Vert** en 2006, en **Guinée Bissau**, au **Tchad** en 2009 et au **Congo Brazzaville** en 2015...

→ OBJECTIF

ESSOR a pour objectif d'aider les populations les plus vulnérables à acquérir les moyens d'améliorer durablement leurs conditions de vie. Son appui repose sur la conception et la mise en œuvre d'actions concrètes facilitant l'appropriation des processus de développement local. Ces actions favorisent l'exercice de la citoyenneté et la justice sociale dans les pays concernés.

→ VALEURS ET PRINCIPES

1. ESSOR répond à la demande émanant des populations locales. Elle cherche à toucher les populations les plus vulnérables des zones urbaines et rurales en donnant la priorité aux actions d'insertion économique et sociale.

2. Elle privilégie la recherche ou la constitution de partenaires associatifs locaux qui puissent être les points d'appui aux programmes, puis leurs relais ultérieurs. Conjointement aux réalisations, elle mène un travail de formation et d'organisation des communautés pour pérenniser les activités. Pour tout nouveau projet, l'association est consciente qu'elle s'engage sur plusieurs années.

3. Elle agit dans la plus stricte neutralité et le respect des convictions des bénéficiaires. Elle définit des programmes précis avant de rechercher les fonds nécessaires.

4. Elle privilégie la proximité avec les partenaires locaux et les bénéficiaires et partage son expérience avec de nombreuses personnes, associations et institutions.

Souviens-toi
de ton futur...

ESSOR DANS LE MONDE

17
PROJETS DE DÉVELOPPEMENT



54 500
BÉNÉFICIAIRES

28
PARTENAIRES TERRAIN

32
PARTENAIRES FINANCIERS

24
SALARIÉS

5
VOLONTAIRES

22
BÉNÉVOLES ACTIFS

26
ANS AU SERVICE DES PLUS VULNÉRABLES

France

Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale
• 1 134 enfants et jeunes
• 929 personnes sensibilisées
• Lieu : *Métropole lilloise*



Guinée Bissau

Éducation petite enfance et adolescence
• 2 044 bénéficiaires directs
• 224 jeunes pour le "Parcours citoyen"
• Lieu : *Bissau*



Formation et Insertion professionnelle
• 260 bénéficiaires directs
• Lieu : *Bissau*



Valoriser des produits locaux et éducation nutritionnelle
• 146 bénéficiaires directs
• Région *Oio et Cacheu*



Renforcement de la société civile et de l'accès aux services sociaux pour les plus vulnérables
• 1 801 bénéficiaires directs
• Lieu : *Bissau*



Brésil

1. Stimulation précoce
• 495 bénéficiaires directs
• Lieu : *Fortaleza*

2. Enfance et adolescence
• 1 018 bénéficiaires directs
• 223 jeunes pour le "Parcours citoyen"
• Lieu : *Várzea Alegre, Patos, Joao Pessoa*



Formation et insertion professionnelle
• 794 bénéficiaires directs
• Lieu : *Pombal, Patos, Joao Pessoa*



Tchad



Projets Goum Fauk et Jeunes Debout
• 1 858 bénéficiaires directs en éducation
• 1 298 bénéficiaires directs en FIP
• Lieu : *N'Djaména et Bongor*



Information et Orientation Sociale et Professionnelle
• 4 107 bénéficiaires directs
• Lieu : *Bongor*

Mozambique



Éducation petite enfance et adolescence
• 7 154 bénéficiaires directs
• 773 jeunes pour le "Parcours citoyen"
• Lieu : *Beira, Dondo, Maputo et Boane*



Formation et insertion professionnelle
• 1 840 bénéficiaires directs
• Lieu : *Maputo et Beira*



Développer une agriculture urbaine et agro écologique
• 398 bénéficiaires directs
• Lieu : *Maputo, Nampula*



Information et Orientation Sociale et Professionnelle
• 13 695 bénéficiaires directs
• Lieu : *Beira, Dondo*

Congo



Appui au maraîchage, à la transformation agro-alimentaire et à la commercialisation des produits agricoles et transformés
• 510 bénéficiaires directs

Légende



FAITS MARQUANTS

→ AU SIÈGE

L'élaboration de la nouvelle **Planification Stratégique (PS)** ESSOR pour 2018/2022 est le fait marquant de l'année sur lequel les équipes siège et terrain ont été mobilisées, tout comme les membres du CA, les bénévoles et certains partenaires financiers. La démarche a été menée avec l'appui d'un binôme de consultants externes et a abouti à la définition d'une feuille de route autour de 4 grands axes visant à consolider ESSOR en lui gardant sa taille humaine.

Autre temps fort, la Rencontre Annuelle de juillet durant laquelle nous avons abordé la PS, mais aussi pu bénéficier d'une présentation/formation de la **méthode Nutricartes** autour de la nutrition saine, de temps d'échanges autour des Conventions Programme (CP), de la capitalisation BIOSP, de la Formation Humaine (FH)...

L'équipe du siège est restée stable et nous avons recruté une personne en contrat d'alternance pour épauler le secteur du suivi financier des projets. Comme les années précédentes, nous avons participé activement au Festival des Solidarités, la 3^{ème} semaine de novembre avec notamment l'organisation de la soirée théâtre d'impro qui a reçu un soutien significatif du CIC.

→ SUR LE TERRAIN

Au Brésil, le projet Movendo Cidadania, mené dans 3 municipes de la Paraíba et du Ceara, avec 3 partenaires, s'est terminé avec des résultats largement atteints. Les partenaires peuvent poursuivre, en partie avec des financements locaux dont certains ouvrent la possibilité de déductions fiscales. Nous avons aussi reçu un financement de l'UNESCO pour nos activités de Stimulation du Développement Infantile, belle reconnaissance pour cette action menée depuis plus de 20 ans...

En Guinée Bissau, le Projet Urbain de Bissau s'est poursuivi. De nouvelles dynamiques ont vu le jour dans les quartiers entre les habitants et les organisations communautaires, et le dialogue avec les autorités et institutions locales s'est renforcé, malgré la crise politique réelle dans le pays. ESSOR et l'ONG ANADEC sont désormais considérés comme des acteurs majeurs du développement au profit des populations vulnérables dans les quartiers de Bissau.

Le projet de développement agricole mené avec la Fédération KAFO s'est poursuivi non sans difficultés au niveau des Ressources Humaines (RH), mais nous avons pu maintenir une bonne dynamique, notamment via les activités de prévention de la malnutrition et de transformation des produits agricoles dans le Centre de Djalicunda et dans certains villages grâce au dynamisme de notre volontaire en assistance technique sur le terrain.

Au Tchad, des changements de Responsables de Projet (RP) sont intervenus à Bongor et à N'Djaména. Par ailleurs, une Coordination Pays a été mise en place et permis la conceptualisation de certaines procédures, essentielles avec le démarrage espéré en 2018 du projet Bab Al Amal (BAA) dans 5 villes, avec 3 ONG partenaires.



Atelier Planification Stratégique

Au 2nd semestre, et suite à une proposition de l'UE, montage et soumission d'un projet autour de la question des droits de l'homme et à destination de la jeunesse, projet qui a reçu un accord de financement pour 3 ans ½.

Au Congo, poursuite du projet d'agriculture urbaine dans la périphérie Sud de Brazzaville, sous la responsabilité d'un nouveau RP venu du Niger. Le projet se déroule dans de bonnes conditions. A la fin de l'année, ESSOR a obtenu un accord de financement de l'UE pour un projet de consolidation/extension des activités pour 3,5 nouvelles années, ce qui permettra de bien consolider la poursuite de nos activités avec nos partenaires AGRIDEV et CJID.

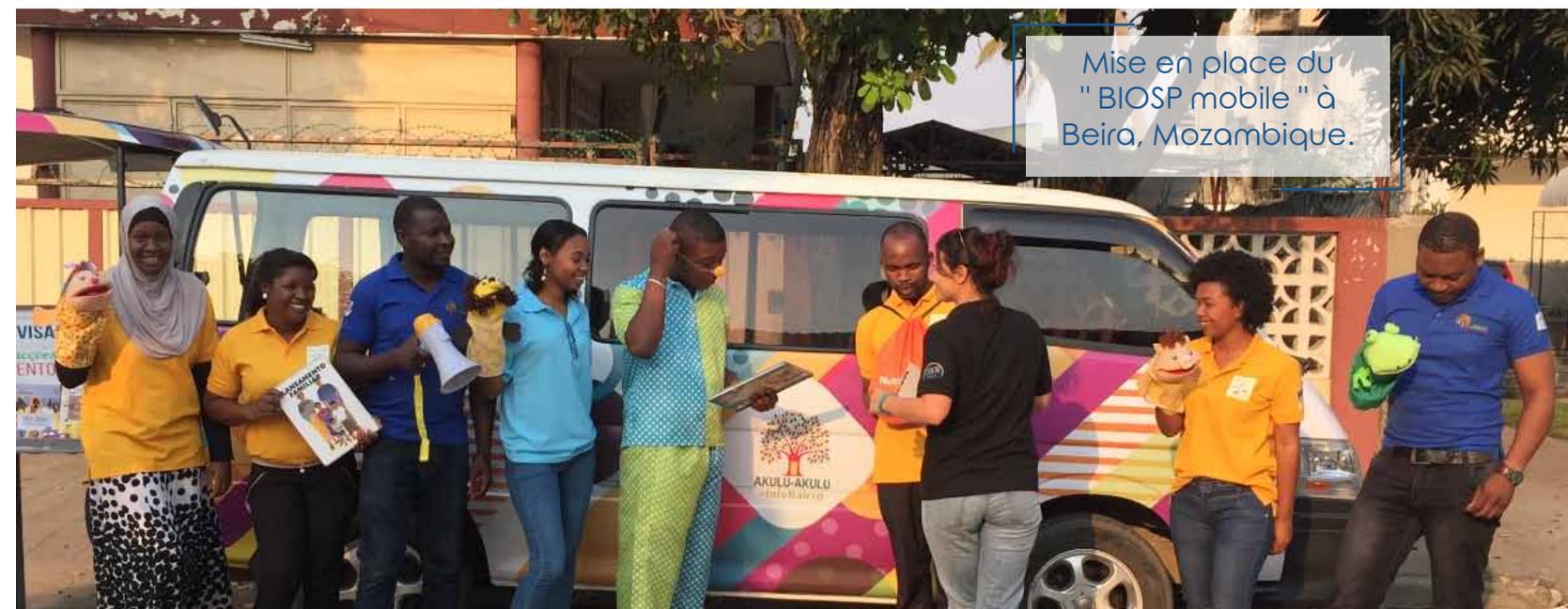
Au Mozambique, la Coordination Pays a souffert du départ rapide du responsable en place depuis près de 3 ans. Nous avons réorganisé les fonctions et recruté une responsable locale pour les aspects administratifs et financiers.

A **Maputo**, une formation assurée par l'équipe Brésil a permis de consolider le Réseau National de la Petite Enfance et les activités éducatives se sont renforcées avec les pouvoirs publics et la société civile dans les préscolaires et au niveau des Parcours Citoyens (PC) pour les adolescents. Les activités de FIP se sont poursuivies avec UPA, et nous avons recruté un volontaire pour consolider des modules d'une Formation Humaine allégée par rapport au projet Muv'atitudo en cours.

Les activités d'agriculture urbaine, reprises par l'ONG ABIODES en début d'année, se sont déroulées de façon très satisfaisante et sont reconnues et bien articulées avec les autres acteurs.

A **Beira**, le projet se poursuit avec une bonne reconnaissance et participation des autorités locales. La dynamique éducative se renforce au niveau des préscolaires et des activités socioéducatives. La mise en place du « BIOSP mobile » a fait sensation et permet de bien dynamiser la couverture sociale dans les périphéries. Dans le domaine de la FIP, les activités se poursuivent et bénéficient d'un partenariat prometteur avec « l'Association commerciale de Beira » avec des appuis financiers d'Allemagne pour la formation et l'insertion professionnelle des jeunes.

A **Nampula**, le projet Agriculture Urbaine se consolide bien, en partenariat avec 2 institutions locales. Nous avons été surpris de constater que, contrairement à Maputo, ce sont les hommes qui assurent le maraîchage à Nampula.



L'ÉDUCATION...

PARCE QU'ELLE EST LA CLÉ D'UN BON DÉPART DANS LA VIE !



→ FAITS MARQUANTS

• *Création d'un label qualité pour le Parcours Citoyen (PC)*

Un label qualité a été élaboré en collaboration avec les équipes terrain et a permis de définir **10 critères de labellisation** du PC. Ce label a été expérimenté au Mozambique par l'équipe Education de Beira qui l'a mis en place dans le cadre du groupe technique d'évaluation du PC, incluant les pouvoirs publics et les associations locales qui mettent en place le PC.

• *Des missions sud-sud qui renforcent la qualité des actions et le sentiment d'appartenance au collectif 'Ensemble pour l'Education'*

En avril, les référents Education du Tchad ont effectué une mission en Guinée-Bissau afin de valoriser et enrichir les savoir-faire de chacun, dégager des pistes d'action et bonnes pratiques à répliquer au niveau du PC et du Préscolaire. La mission a été évaluée comme très positive par les équipes et un plan d'action a été élaboré.

En septembre, la référente Education de Guinée-Bissau a effectué une mission au Tchad pour former les équipes éducatives de N'Djamena et Bongor : ONG, OCB partenaires et pouvoirs publics aux pédagogies participatives et à la posture du formateur afin d'améliorer la qualité des formations initiales et continues. Cette formation a permis de faire évoluer les pratiques, d'améliorer les relations entre animateurs, avec les adolescents, et dans les équipes, et a énormément enrichi le travail d'un point de vue humain, technique et théorique.

Ces missions permettent de valoriser et partager les savoir-faire d'un pays à un autre tout en renforçant le sentiment d'appartenance au collectif 'Ensemble pour l'Education'.

• *Une année marquée par la thématique Nutrition*

Différents ateliers sur le thème de la nutrition ont été réalisés auprès des équipes locales, acteurs éducatifs, pouvoirs publics et jeunes dans le cadre du PC des pays d'intervention à travers le jeu Nutricartes de l'association Appel Durance qui a formé les équipes siège et terrain lors du séminaire annuel. Ces ateliers ont permis d'approfondir les connaissances sur les différentes catégories d'aliments, leur importance, les causes de la sous-nutrition



Atelier Radio Web, Brésil

Juntos pela
Educação



et comment équilibrer les repas à partir des produits disponibles. La méthodologie est ludique, réalisée à partir de photos des aliments disponibles dans les pays et permet de faire réfléchir sur la gestion de l'argent.

→ EN GUINÉE BISSAU

• Extension du PC dans un nouveau quartier

(Bissak en mars 2017)

Les actions se sont poursuivies à Bissau en partenariat avec l'ONG ANADEC et 6 OCB auprès de 276 enfants (58 % de filles) et 224 adolescents (62 % de filles), avec un taux de finalisation du PC de 82 %. Le PC a démarré dans le quartier de Bissak en mars avec 30 adolescents en partenariat avec une nouvelle OCB, le Comité du Bien-Être de l'Enfant.

• Démarrage d'un PC dans une école semi-publique, l'école UCCLA (en septembre)

Un nouveau type de PC a démarré en septembre dans une école (semi-publique) de la capitale avec 32 élèves d'une classe de 6^{ème}. Ce parcours dure 8 mois et comprend toutes les activités d'un PC classique (visite extérieure, visite à domicile, rencontres avec les parents, ...). Une adaptation réussie ! Les parents se sont beaucoup intéressés à ce parcours et souhaitent d'ores et déjà que cette expérience soit renouvelée avec toute l'école dès l'année prochaine.

• Finalisation manuel "critères minimum de fonctionnement des jardins d'enfants" dans le cadre du GLEPI

Un manuel sur les critères minimum de fonctionnement des jardins d'enfants a été finalisé dans le cadre du GLEPI (Groupe national de la petite enfance), il est en attente de signature au Ministère de l'Education. On notera l'impact intéressant d'une mission sud-sud de notre référente Education du Mozambique à Bissau qui a inspiré la mise en place de ce manuel qui sert aujourd'hui de référence pour le fonctionnement des jardins d'enfant de la Guinée-Bissau. Les inspecteurs du MEN ont déjà été formés à son utilisation.

→ AU MOZAMBIQUE

• Extension du PC en zone rurale à Buzi avec les pouvoirs publics et 2 nouvelles OCB à Maputo et extension du préscolaire avec 1 nouvelle OCB à Maputo

Les actions éducation se sont poursuivies à Maputo et



Avant d'aller au PC, mon fils était très timide, et ce fut une grande surprise de le voir réciter un poème devant tous ses amis pendant la cérémonie de remise des certificats. Aujourd'hui, j'attends avec impatience que mes 2 autres fils aient l'âge du PC pour pouvoir y participer !

La maman d'un ado du PC de Bissau

Beira en partenariat avec 18 OSC et les pouvoirs publics auprès de 315 jeunes enfants (56 % de filles) et 773 adolescents (60 % de filles). Le PC a démarré en zone rurale à Buzi (province de Sofala) en septembre avec 60 adolescents en partenariat avec la DPJD (Direction Provinciale de la Jeunesse et des Sports), ce qui permet de continuer le transfert de méthodologie auprès des pouvoirs publics sans appui financier de la part d'ESSOR. Il a également démarré avec 2 nouvelles OCB et 96 ados à Maputo en août. Les actions préscolaires ont démarré avec 1 nouvelle OCB et 29 enfants sur Maputo.

• Mise en œuvre du PC par l'OCB Ojolisc avec 2 groupes d'ados sans l'appui financier du projet : 1^{er} pas vers la pérennisation ?

L'OCB Ojolisc accompagnée depuis 2015 dans la mise en place du PC est aujourd'hui capable financièrement d'accompagner elle-même 56 ados répartis en 2 groupes, via des animateurs volontaires, membres de l'OCB et l'utilisation des cotisations pour payer le transport des animateurs. ESSOR continue à donner un appui matériel et pédagogique ; un 1^{er} pas vers la pérennisation de l'action sur Beira ?

• Pérennisation d'un jardin d'enfants avec l'OCB Anandjira

L'OCB Anandjira accompagnée depuis 2015 dans la gestion et le fonctionnement d'un jardin d'enfants a aujourd'hui réussi à pérenniser ce jardin d'enfants de la manière suivante : ressources humaines réduites : le coordinateur ne reçoit aucun subside, implication de la commission de parents dans la gestion du jardin, création d'un groupe d'épargne avec les parents et 2 % de tous les projets de financement obtenus par l'OCB est reversé au jardin d'enfants.

• Finalisation du manuel de formation des éducateurs préscolaires dans le cadre du GTPEPS

Le manuel de formation des éducateurs préscolaires a été finalisé dans le cadre du GTPEPS (Groupe Technique de la Petite Enfance de la Province de Sofala). Le groupe est actuellement en recherche de financement pour financer la 1^{ère} formation à destination des formateurs de la province de Sofala.

→ AU TCHAD

• Extension du PC dans un nouveau quartier de N'Djaména

(Farcha en janvier 2017)

Le PC s'est poursuivi sur N'Djaména et Bongor en partenariat avec les ONG UP, Akwada et 5 OSC auprès de 453 adolescents



Cette méthodologie a eu de très bons effets. Une petite fille de 5 ans a totalement changé de comportement et informe aujourd'hui sa mère lorsqu'elle sort jouer et rentre plus tôt. Elle ne désobéit plus à sa mère

Une éducatrice



(55 % de filles et 14 % de déscolarisés), avec un taux de finalisation du Parcours de 85 %. Il a démarré en janvier dans un nouveau quartier de la capitale (Farcha) avec **48 adolescents** en partenariat avec une nouvelle OCB, l'Alpa.

D'autre part, cette année ce sont **118 jeunes**, dont 68 filles qui ont pu être orientés vers le secteur de la formation et l'insertion professionnelle et 30 ont été retenus pour une formation. 15 jeunes déscolarisés ont également pu réintégrer l'école à l'issue du PC.

• **Co-certification des attestations des animateurs par les pouvoirs publics, un objectif atteint !**

La collaboration avec l'Institut de la Jeunesse et des Sports de N'Djaména s'intensifie. En septembre, **35 animateurs** ont reçu leur attestation co-certifiée ; ce qui permet de valoriser le diplôme des animateurs et leur donner une reconnaissance officielle.

• **Mise en œuvre du PC par une OCB sans l'appui du projet**

L'OCB Acopad a répliqué de manière autonome le PC dans le quartier de Dembé à N'Djaména. Dans ce cadre, le PC est animé par un binôme : un ancien animateur communautaire et un ancien jeune du PC, investi dans l'association des anciens et qui a participé à 2 formations initiales. ESSOR continue son accompagnement et son appui technique auprès d'ACOPAD, notamment dans la conception des fiches d'animation.

➔ **AU BRÉSIL**

• **Fort Impact du projet 'Citoyenneté en mouvement' réalisé en partenariat avec les ONG ACOMVA et ASDP et renforcement du réseau RMC oeuvrant dans les états du Ceara et de la Paraíba.**

L'évaluation et la mesure d'impact réalisées dans le cadre de la CP ont mis en avant la pertinence de ce projet qui a su associer plus de 12 associations rurales qui ont gagné en reconnaissance, crédibilité et notoriété. Le travail réalisé avec les jeunes dans le cadre des PC les a aidés à améliorer le niveau d'auto estime et a eu un impact significatif sur leurs relations aux autres, dans la famille mais aussi sur leurs capacités à s'engager. Le taux de participation des jeunes au sein des associations est passé de 20 % à 60 % et suscité l'émergence de groupes de jeunes qui prennent en charge la diffusion de thématiques importantes autour de la drogue, la sexualité, les violences, l'égalité de genre, entre autres. Le travail réalisé avec les pouvoirs publics a aussi eu un impact significatif, la méthodologie a été reprise dans les écoles publiques et certains membres du personnel intégrés.



Grâce à ce PC, j'ai compris que mon handicap n'est pas une malédiction. J'ai appris que j'ai les mêmes droits et devoirs que tous les enfants (...), j'ai toute ma place dans la société. Dès maintenant, je vais faire des efforts pour ne plus toucher à l'alcool, à la cigarette ou d'autres substances nocives. Je trouve que me former aux petits métiers sera une petite ouverture pour moi car je peux travailler et si je travaille, je peux me prendre en charge et me cultiver.

Un ado de 17 ans du Parcours Citoyen



• **Consolidation et reconnaissance accrue du projet de Stimulation Précoce dans deux Etats du Nordeste du Brésil : le Ceará et la Paraíba**

Le projet a permis en 2017 l'accueil et le suivi de **335 enfants** âgés de 0 à 6 ans, soit en situation de handicap (20 %), soit présentant un ou des retards de développement. Il se présente comme un projet innovant et qui répond à de réels besoins dans un contexte où la prise en charge de ces handicaps est quasi inexistante.

Une formation de 40h a été organisée et permis de fédérer et renforcer les compétences des équipes dans les deux Etats (Céara et Paraíba). Elle a réuni une vingtaine de professionnels, éducateurs, professionnels de la santé, de l'éducation, du service social, de la société civile, des pouvoirs publics, ainsi qu'étudiants ou professeurs d'université.

Le travail régulier auprès des parents les amène à mieux accepter et faire face à ces situations, en valorisant l'importance de la socialisation et la capacité de se projeter dans l'avenir.

A noter l'impact du projet sur les politiques publiques. Les liens se sont resserrés avec les crèches qui acheminent désormais les enfants en difficulté. Si dans le Céara, l'ONG GACC maintient son expertise dans ce domaine, les liens tissés dans la Paraíba avec la Mairie de Patos ont permis l'instauration d'un véritable partenariat ainsi que l'obtention de financements via UNESCO, le Fonds Municipal pour l'enfant et l'adolescent et le secteur privé.

• **Coopération sud-sud et Partage de compétences**

Dans le cadre de la CP avec l'AFD, l'équipe éducation Brésil a pu contribuer au renforcement de compétences au Mozambique.

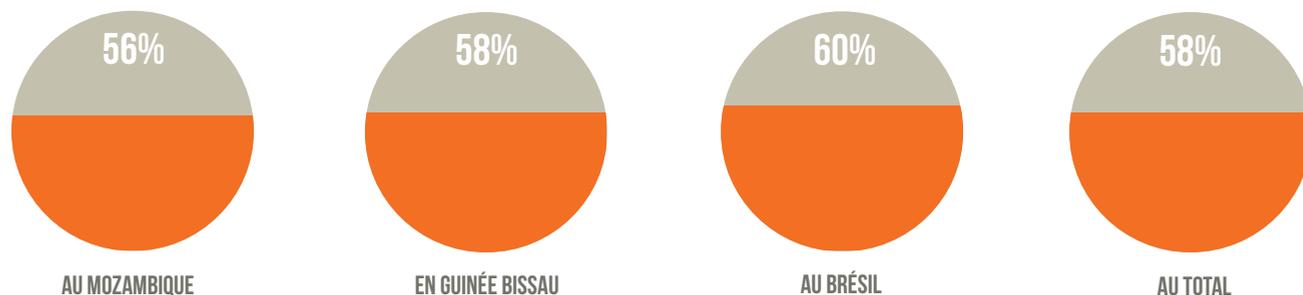
En septembre, une formation de 4 jours a été dispensée auprès de 15 participants du Réseau National de la Petite Enfance du Mozambique autour des thèmes de l'importance du travail en réseau, de la gouvernance, de l'organisation et de la planification.

Une autre formation d'une semaine a été dispensée à Beira auprès de 62 éducateurs et leur a permis d'affiner leur approche pédagogique ainsi que le travail de proximité auprès des familles, levier important du changement social.



→ ACTION PETITE ENFANCE

FILLES ACCUEILLIES



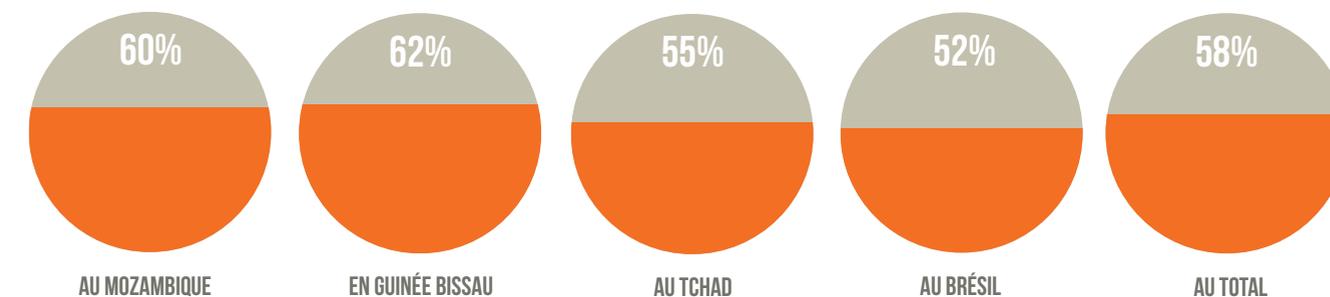
	MOZAMBIQUE	GUINÉE BISSAU	BRÉSIL	TOTAL
Nb OCB mettant en place des actions préscolaires de qualité pour les plus vulnérables	8	4	4	16
Nb de jeunes enfants accueillis	315	276	335	926
Dont % de vulnérables	67%	54%	100%	74%
Dont % d'orphelins ou atteints de déficience	9%	9%	40%	20%
% d'enfants enregistrés à la naissance	95%	25%	100%	74%
% d'enfants développant des aptitudes sociales	70%	70%	50%	64%
Nb de commissions de parents effectives	8	3	0	11
% de parents formés à l'éducation parentale	60%	13%	45%	40%
Contribution financière des parents	68%	89%	NC	79%



→ ACTION ADOLESCENCE

	MOZAMBIQUE	GUINÉE BISSAU	TCHAD	BRÉSIL	TOTAL
Nb OSC mettant en place le PC	12	4	5	3	24
Nb de jeunes ayant suivi un PC complet	773	224	453	223	1673
Dont % de déscolarisés	7%	2%	14%	0%	6%
% de jeunes ayant de meilleures connaissances	88%	93%	88%	70%	85%
% de jeunes impliqués dans le réseau des anciens ou une association	16%	70%	100%	5%	48%
Nb de personnes sensibilisées sur les droits de l'enfant/genre/environnement	5792	1474	1359	786	9411

FILLES AYANT SUIVI UN PC COMPLET



→ ESPACES DE DIALOGUE ET RÉSEAUX

	MOZAMBIQUE	GUINÉE BISSAU	TCHAD	BRÉSIL	TOTAL
Nb d'espaces de dialogue Société Civile/Pouvoirs Publics dynamiques	2	3	1	6	12
Nb d'acteurs intégrant de nouvelles pratiques	18	15	0	0	33
Nb de stagiaires universitaires mobilisés	12	1	27	10	50
Nb de conventions signées avec les pouvoirs publics	2	2	1	2	7
Nb de réseaux de mise en synergie des acteurs	3	4	1	2	10

LA FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE...

PARCE QUE TROUVER UN TRAVAIL DONNE UN NOUVEL AVENIR À L'HOMME ET À SON PAYS !



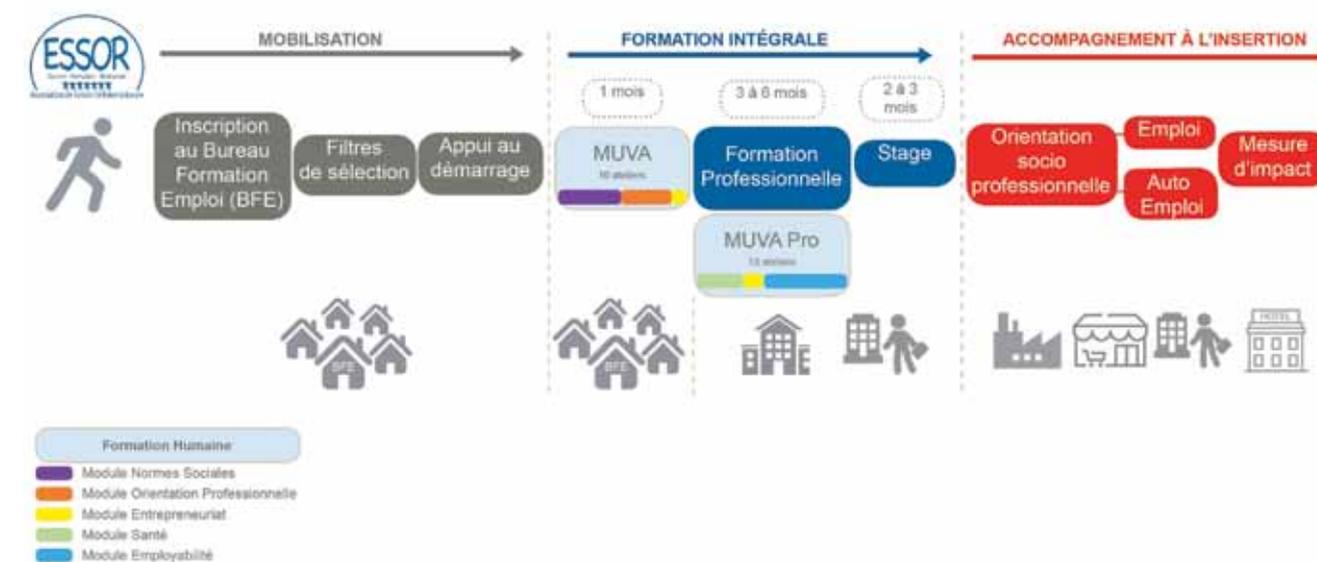
→ FAITS MARQUANTS

• Inclusion de la Formation Humaine (FH) dans le parcours FIP

Une rencontre stratégique de travail a été organisée au Mozambique en décembre 2017. Elle a réuni des représentants des équipes FIP de tous les pays d'intervention. L'objectif était de **coconstruire la nouvelle approche d'accompagnement des jeunes** dans le parcours de formation et d'insertion.

La nouveauté pour ESSOR est l'inclusion de **modules de Formation Humaine** (soft skills) dans le parcours du jeune. Ces modules ont été capitalisés au Mozambique dans le cadre du projet Muva'titude. Dès début 2018, des formations de formateurs seront organisées afin de transmettre cette nouvelle pédagogie aux équipes brésiliennes, tchadiennes et bissau-guinéennes.

Cette nouvelle approche change considérablement nos manières de travailler et la posture des équipes vis-à-vis des jeunes. L'objectif est de parvenir à **modifier les attitudes et comportements** des jeunes (les rendant davantage « acteur » que « bénéficiaire »), de les stimuler davantage sur l'importance de réfléchir à leur projet professionnel et d'améliorer leur « savoir-être » car le « savoir-faire » acquis durant la formation professionnelle n'est pas toujours suffisant pour une insertion professionnelle durable.



• Diagnostic adéquation formation-emploi

Des diagnostics des bassins d'emploi et opportunités de formation ont été conduits à Brazzaville, Bissau et Maputo. L'objectif de ce travail était de mieux sélectionner les formations professionnelles proposées aux jeunes dans ces zones en fonction des opportunités d'emploi.

ESSOR dispose à présent de données plus actualisées sur la réalité de l'emploi dans ces villes et les perspectives de croissance des différents secteurs. Les conclusions de ce travail nous ont permis d'identifier les faiblesses des systèmes de formation professionnelle existants dans ces pays et de mieux percevoir quelles formations nécessitent d'être réactualisées ou complétées. En 2018, une étude similaire sera menée dans les 5 villes du Tchad où ESSOR doit mener le projet Bab Al Amal.

➔ AU MOZAMBIQUE

La poursuite du projet Muva'titude démarré en 2016 a confirmé les impacts que la FH produit sur les jeunes à savoir : accroissement de l'auto estime, de la capacité d'expression, capacité de travail en équipe, créativité... Ce projet mené en partenariat avec UPA et Oxford Policy Management a largement influé sur la dynamique FIP actuelle et celle des années à venir.

La capitalisation de ce programme est en cours et la méthodologie de formation et d'accompagnement sera répliquée aux autres pays en 2018. À souligner le rôle important de notre partenaire UPA dans ce processus de transfert méthodologique.

➔ AU TCHAD

Les activités FIP se sont bien consolidées en 2017 à travers le projet « Goum Faulk » en partenariat avec l'ONG Université Populaire à N'Djamena et le projet « Jeunes Debout » à Bongor et ont permis de renforcer les capacités opérationnelles des 6 BFE qui proposent les services d'orientation professionnelle.



J'ai réussi à convaincre ma famille de me laisser participer à une formation professionnelle, jugée masculine.

Ma classe est composée de 16 étudiants et je suis la seule femme, et c'est un grand défi. Je fais de mon mieux pour devenir une bonne élève.

Palmira, 22 ans, suit une formation en soudure à Maputo, Mozambique.

L'accompagnement des jeunes a inclus en 2017 de nouveaux modules de FH visant à améliorer les compétences sociales « soft skills » des participants en vue de rehausser leur employabilité, les remettre en confiance et les aider à construire leur projet professionnel.

Pour la 1^{ère} année pilote, ce sont **969 jeunes** dont 39 % de femmes qui ont suivi ce parcours de FH. L'année 2017 a aussi été un tournant important dans la **dynamisation de l'espace de concertation pluri acteurs FIP** (Plateforme FIP) au travers du lancement du projet atelier chantier insertion (ACI) en collecte des ordures ménagères et la réalisation d'une étude de capitalisation de l'expérience de la PF FIP.

➔ AU BRÉSIL

Les actions d'ESSOR et de ses partenaires se sont étendues à la ville de Campina Grande, avec la **création d'un nouveau BFE** hébergé au sein d'un service public : le CRAS (Centre de Référence et d'Assistance Sociale) en étroite collaboration avec la Préfecture municipale et l'ONG CENTRAC. Cette opportunité a été rendue possible grâce à un financement de l'entreprise ATACADAO.

Dans le domaine de la formation en apprentissage, ESSOR et ses partenaires ont pu obtenir de belles avancées en lien direct avec le Ministère Public du Travail pour **favoriser l'accès des jeunes à une politique publique sur l'apprentissage** en entreprise en partenariat avec le SENAI.

ESSOR et ses partenaires jouent un **rôle important dans le processus de mobilisation et de préparation des jeunes** d'un quartier de João Pessoa pour la réalisation du test de sélection des programmes d'apprentissage, en renforçant leurs compétences humaines et en leur assurant un accompagnement social.

Ce partenariat, qui a bénéficié à plus de **80 jeunes** en 2017, permettra en 2018 à 160 autres d'avoir un contrat de travail en apprentissage rémunéré.

Ces avancées ont été rendues possible grâce à l'implication des



membres du Réseau Ser Tão Paraibano au sein des espaces stratégiques de contrôle social des politiques publiques de formation et insertion professionnelle.

→ EN GUINÉE BISSAU

ESSOR a noué un partenariat innovant avec un centre de formation professionnelle : **Escola de Artes e Ofícios (EAO)**. Ce type de partenariat est nouveau pour ESSOR et s'inscrit en droite ligne avec les axes stratégiques de la nouvelle CP FIP nouée avec l'AFD à travers laquelle **les centres de formation sont également considérés comme groupe cible** de nos actions.

L'objectif est de construire un **partenariat horizontal et équilibré** où chaque partie puisse avancer dans l'atteinte de ses propres objectifs mais en vue d'un enjeu commun : l'insertion des jeunes défavorisés de Bissau. A travers ce partenariat, EAO a bénéficié d'un accompagnement pour travailler sur son planning stratégique et a ouvert au sein du centre un Bureau d'Orientation et d'Emploi des jeunes (animé par un technicien qui assure l'accompagnement des jeunes en stage et emploi).

En termes d'activités FIP avec les jeunes dans les quartiers, les équipes ont redoublé d'efforts en 2017 afin de permettre à **240 jeunes** l'accès au stage ou à l'emploi dans un contexte toujours aussi difficile.

D'autre part, en 2017, les actions se sont étendues à **2 nouveaux quartiers** ; Cuntum Madina et Sao Paulo, et ESSOR a signé une convention de partenariat local pour la formation et l'accompagnement des jeunes en Auto emploi où **50 femmes** ont bénéficié de la formation sur la gestion des micro entreprises.

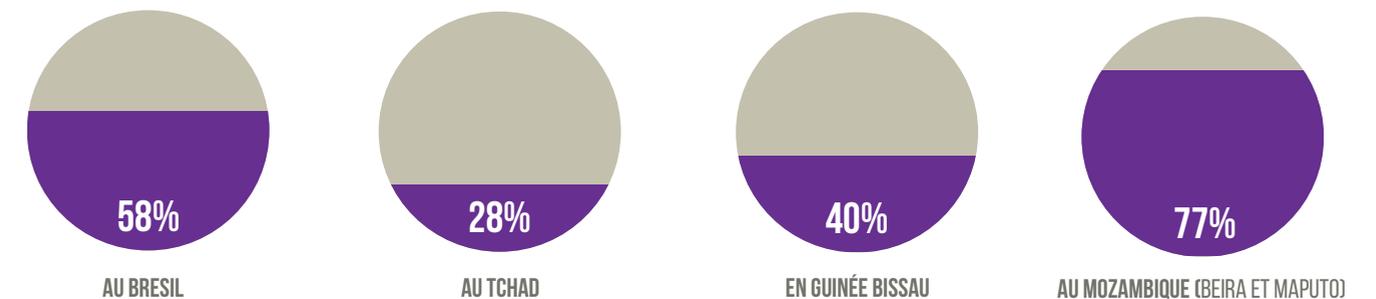


FEMMES INSCRITES DANS LES BFE



	BRÉSIL	TCHAD	GUINÉE BISSAU	MOZAMBIQUE BEIRA	MOZAMBIQUE MAPUTO	TOTAL
Nombre de jeunes inscrits dans les BFE	301	2676	1972	1854	1278	8081
Nombre de jeunes formés	305 (194 femmes)	229 (98 femmes)	230 (81 femmes)	207 (135 femmes)	310 (199 femmes)	1281
Nombre de jeunes qui ont fait un stage professionnel	56 (21 femmes)	170 (76 femmes)	118 (42 femmes)	259 (132 femmes)	200 (121 femmes)	803
Nombre de jeunes qui ont suivi un cycle de Formation Humaine	345 (217 femmes)	969 (381 femmes)	-	103 (66 femmes)	220 (139 femmes)	1637
Nombre de personnes formées en auto emploi	120 (78 femmes)	84 (38 femmes)	26 (26 femmes)	-	14 (14 femmes)	244
Nombre de micro entreprises créées ou consolidées	83	17	1	-	-	101
Nombre de personnes insérées en emploi en 2017 (emploi formel et informel)	84	35	122	499	163	903

TAUX D'INSERTION AUPRÈS DES JEUNES FORMÉS EN 2016



LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE...

PARCE QUE VIVRE DE LA CULTURE DE SES TERRES EST UN DROIT ÉLÉMENTAIRE...

→ FAITS MARQUANTS

En 2017, le secteur agricole a été marqué par le démarrage en janvier d'un **projet d'agriculture urbaine et péri-urbaine à Nampula**, au nord du Mozambique, ainsi que par le nouveau **partenariat avec l'ONG Mozambicaine ABIODES**, basée à Maputo.

En République du Congo, le **Réseau Agroécologie au Congo (RAC)** a été créé sous l'impulsion d'ESSOR, afin de stimuler les **échanges d'expériences et capitalisation de pratiques** entre membres, et de **promouvoir l'agroécologie** auprès des institutions publiques et de la société civile.

Une **prospection** a été menée à Bissau pour évaluer la **pertinence de mettre en œuvre un projet d'appui aux maraîchers** à Bissau et sa périphérie. Le secteur agricole souhaite en effet se recentrer sur un axe stratégique commun aux différents pays d'intervention : le **développement de filières agricoles et agroalimentaires péri-urbaines durables** afin d'augmenter et sécuriser les revenus des producteurs/trices.

→ AU MOZAMBIQUE, À MAPUTO ET NAMPULA

• À Maputo, appui au partenaire ABIODES

Dans la continuité du projet DAUPU-2 (Développement d'une agriculture urbaine et péri-urbaine durable à Maputo), un **partenariat a été noué avec l'ONG ABIODES** pour consolider la **filière de légumes agroécologiques** de Maputo et accompagner le système de **certification participative**.

Sur l'année 2017, ESSOR a appuyé financièrement et techniquement cette ONG à travers des missions ponctuelles. Quant à ABIODES, elle a essentiellement fourni un **appui technique aux maraîchers de la filière (70) et aux associations de producteurs (13)** tout en travaillant en étroite collaboration avec l'**entreprise ComOrganico** pour organiser et participer aux actions de promotion de la filière (publicité radios, participation aux foires et marchés, etc.), et ce dans le but de prospecter de nouveaux clients.

“

Depuis que j'ai connu le PAMTAC-B, j'ai attrapé le virus de la révolution des techniques agroécologiques dans mon système de production.

Actuellement, je n'utilise que des biopesticides, des biofertilisants, des bioactivateurs de croissance que je fabrique moi-même ou que j'achète à moindre coût chez des maraîchers avec lesquels nous suivons les formations du PAMTAC-B.

Bibiane, productrice à Brazzaville, Congo



Comme beaucoup de jeunes entreprises, ComOrganico a rencontré quelques difficultés de trésorerie en début d'année et a déménagé de local pour diminuer ses charges. Elle a cependant vendu **19 Tonnes de légumes en 2017**, contre 11,5 Tonnes commercialisées en 2016. Enfin, un premier **échange Maputo/Nampula** a eu lieu en octobre 2017. Il a permis de lancer une dynamique de partage d'expériences entre acteurs (producteurs, partenaires publics, etc.) et de promotion de l'agroécologie à un niveau plus national.

• **À Nampula, une bonne implantation du projet**

À Nampula, un an après le démarrage du projet, **le bilan est positif** : ESSOR a réussi à mettre en place la méthodologie FAP (Formation Agricole Participative) et gagner la confiance de **287 maraîchers**, malgré un contexte difficile de par son historique (producteurs habitués aux dons de matériel et intrants, peu de confiance dans les techniciens de l'Etat ou d'autres organisations). Les formations et innovations proposées répondent bien aux problèmes des producteurs qui s'approprient progressivement les nouvelles techniques agroécologiques. Une collaboration a également démarré avec l'Union districtale des paysans (UDC) et **33 associations de producteurs** (soit 707 producteurs).

Enfin, une **relation de proximité et de confiance** a été nouée **avec 2 Institutions Publiques** (la mairie de Nampula et le service districtal de l'agriculture), qui apprécient l'appui d'ESSOR et la dynamique enclenchée autour de l'agroécologie. Des enjeux importants doivent encore être abordés avec ces derniers, notamment sur les questions de pollution des eaux et d'accès au foncier en zone urbaine.

➔ **EN RÉPUBLIQUE DU CONGO, DÉPARTEMENT DE BRAZZAVILLE**

Cette 2^{ème} année de projet est venue confirmer les acquis de la 1^{ère} année d'action dans ce pays, et ce malgré certaines difficultés liées aux troubles politiques dans le Département du Pool (au sud du pays), et aux pénuries de carburant qui ont freiné les activités de terrain.

• **Volet maraîchage agroécologique**

L'adhésion des **386 maraîchers** s'est poursuivie avec un **taux de participation aux formations de 75 %** et un nombre d'expérimentations qui dépasse largement les objectifs fixés ;



31 % des maraîchers se sont convertis totalement à l'agroécologie, et 46 % partiellement. D'autre part, et sous l'impulsion du projet, **15 organisations de producteurs** issues des groupes de formation ont été créées avec des objectifs variés : production collective d'intrants agroécologiques (biopesticides, biofertilisants, etc.), achats groupés de semences & matériels, production en commun de légumes agroécologiques, commercialisation, etc. Les bases ont ainsi été posées pour développer une filière maraîchage agroécologique à Brazzaville.

• **Volet agroalimentaire**

18 unités de transformation ont été appuyées dont 2 créées par des jeunes filles vulnérables (soit un total de 96 personnes). **16 nouveaux produits** ont été mis au point par le projet et commercialisés par les producteurs (jus concombre-gingembre, jus de curcuma, piment moulu, gâteau aux chenilles, etc.). L'amélioration progressive des pratiques de production aide à réduire les pertes, et les formations et le suivi-conseil en commercialisation ont permis de multiplier les points de vente des produits locaux artisanaux à Brazzaville (55 au total).

• **Renforcement d'AGRIDEV et du CJID**

Le renforcement des 2 ONG congolaises partenaires s'est poursuivi en 2017 aux niveaux technique et gestion, tandis que les différents partenariats initiés avec la Direction Départementale de l'Agriculture, le Lycée d'Enseignement Professionnel Agricole Amilcar Cabral, et l'Agence de Développement des Petites et Moyennes Entreprises se consolident.

Enfin, une **2^{ème} phase est assurée avec le financement de l'Union Européenne (2018-2021)**. Elle a pour objectif d'améliorer les revenus agricoles à travers le développement de filières durables et le renforcement de la société civile congolaise.

➔ **EN GUINÉE BISSAU, BISSAU ET RÉGION DE OIO**

L'année 2017 a été marquée par une **réorganisation du système de coordination du projet** avec la Fédération KAFO, partenaire et chef de file sur ce projet. Cette dernière a élaboré son planning stratégique avec l'appui de 2 consultants, mais les réformes institutionnelles tardent à se mettre en place.



Malgré ces difficultés, l'appui technique et en gestion auprès de **21 unités de transformation rurales** (farines, jus, pâte d'arachide, etc.) de la région d'Oio se poursuit et des échanges d'expériences entre villages ont été organisés. Les actions de **sensibilisation nutritionnelle dans 12 villages** se sont intensifiées et une enquête a été réalisée afin de mieux comprendre les habitudes alimentaires.

La qualité des produits de la marque « Sabores da Tabanca », fabriqués par le **Centre de Transformation de Djalicunda** (CETD), est en constante progression et les produits sont désormais connus en zone rurale. Sur 3 ans, le chiffre d'affaires du CETD a augmenté de 29 %, impactant indirectement les agriculteurs de la région, une des plus pauvres de Guinée Bissau.

Quant à l'entreprise de commercialisation Kafo-com, basée à Bissau, son chiffre d'affaires reste stable (11 250 € en 2017), des études de marchés ont été réalisées dans le but de revoir sa stratégie commerciale et marketing, et ainsi atteindre de nouveaux clients. ESSOR a continué à accompagner les gestionnaires de ces 2 structures afin d'**atteindre l'autonomie technique et financière et pérenniser ainsi la filière agroalimentaire artisanale**.



BÉNÉFICIAIRES DIRECTS DU VOLET AGRICOLE

	MOZAMBIQUE	GUINÉE BISSAU	CONGO	TOTAL	
Nb de maraîchers accompagnés (FAP)	357		386	743	
<i>Dont femmes</i>	139		189	328	44 %
Nb d'Organisations de Producteurs (OP) accompagnées	34		22	56	
<i>Équivalent en nombre de producteurs*</i>	717		350	1067	
Nb d'Unités de Transformation Agroalimentaire (UTAA) accompagnées		22	18	40	
<i>Équivalent en nombre de producteurs</i>		138	96	234	
<i>Dont femmes</i>		88	67	155	66 %
<i>Nb de points de vente et entreprises de commercialisation</i>	1	2	55	58	

* Attention au double comptage car certains producteurs des OP sont aussi dans la FAP.



AXES TRANSVERSAUX

→ APPUI INSTITUTIONNEL

En 2017, le guide méthodologique Appui Institutionnel a été finalisé, et la « Fiche Bagage » de diagnostic des OSC a été améliorée avec de nouvelles fonctionnalités qui faciliteront son utilisation : critères d'évaluation plus précis, exploitation des résultats automatique, plus visuelle et ludique, élaboration du plan d'action facilitée.

• En Guinée Bissau

En zone rurale, le partenaire KAFO a réalisé son diagnostic institutionnel, son plan d'action stratégique (2017-2021) et un manuel de procédures administratives et financières. Des brochures de présentation ont été élaborées et 21 UTAA ont reçu un appui en gestion. 10 d'entre elles ont désormais des données de gestion plus complètes et fiables.

À Bissau, le centre de formation EAO, partenaire FIP, a bénéficié d'un appui à sa planification stratégique (2018-2022) et a pu faire le point sur les valeurs clé du partenariat, les attentes et les défis communs.

Le partenaire ANADEC a élaboré son plan d'action annuel découlant de la fiche bagage actualisée et de son planning stratégique (2016-2020). Son rapport annuel 2016, son planning stratégique et son règlement intérieur ont été validés lors de l'Assemblée Générale. ANADEC a aussi reçu un soutien pour diversifier ses sources de financement et gagner en autonomie financière.

14 ADL (Associations de développement local) ont bénéficié de diagnostics participatifs et ont été accompagnées dans l'élaboration de leur plan d'action. Une ADL a finalisé sa légalisation. 11 OSC ont été formées en gestion financière. 23 OSC ont participé à 8 ateliers de quartier organisés dans le cadre de l'appel à microprojets lancé par ESSOR et ANADEC. 5 ADL ont été accompagnées dans la reformulation de ces microprojets.

10 OSC sont membres effectifs de réseaux thématiques espaces de concertation dynamisés par ESSOR et ses partenaires, renforçant leur reconnaissance locale ainsi que leur capacité à interpeller les pouvoirs publics.

• Au Mozambique

En zone rurale, 3 groupes de producteurs se sont légalisés avec l'appui d'ESSOR, d'autres se sont constitués, sans se formaliser. Un diagnostic des organisations a permis d'identifier des besoins de renforcement du fonctionnement de base.

A Maputo, l'ONG UPA a bénéficié d'un diagnostic organisationnel par un consultant externe, ainsi que d'un appui méthodologique sur la dimension genre.

A Beira et Dondo, 20 OCB ont bénéficié d'appui technique et 9 OCB ayant obtenu des financements pour leurs microprojets ont été accompagnées intensivement. 4 nouveaux microprojets ont été suivis en 2017. 1 manuel méthodologique a été élaboré sur la thématique « Elaboration de microprojets ». Les OCB ont bénéficié de formations menées en partenariat avec l'ONG locale CCM sur les procédures administratives et financières de base, la gestion de projet. 5 d'entre elles ont obtenu des financements externes.





• **Au Tchad**

A Bongor, dans le cadre du projet Jeunes Debout, 5 nouvelles ADL et 3 institutions (CLAC, Centre Social de Bongor, Mairie) ont bénéficié de diagnostics de besoins, et d'un appui à la mise en œuvre de leur plan d'action.

Ces OCB ont bénéficié d'une formation à l'élaboration de plans stratégiques et opérationnels, et d'une restitution de formation sur le montage et la gestion de projets. Suite à ces formations, le CLAC a élaboré un projet stratégique chiffré pour les 2 prochaines années pour lequel il recherche un financement.

Un appel à initiatives locales lancé par le projet a fait l'objet d'une sélection réalisée avec les partenaires et de sessions d'analyse collective avec les associations concernées. Ce travail constitue en lui-même un cadre d'apprentissage et d'échanges sur les techniques d'identification des besoins et d'élaboration de projets ainsi que sur les articulations et synergies nécessaires entre acteurs pour un meilleur impact des projets.

Le travail de diagnostic réalisé entre ESSOR et la Mairie de Bongor a permis à cette dernière de construire un projet visant la création d'un cadre de concertation avec la société civile et d'expression citoyenne de la population.

• **Au Brésil**

Dans sa dernière année de mise en œuvre, le projet Movendo Cidadania, a permis de renforcer les capacités et connaissances de 155 personnes issues de 9 OCB à mieux appréhender les problématiques sociales et agir en conséquence pour le contrôle social des politiques publiques.

Les familles et les jeunes se sont impliqués dans les OCB, participant à leur rajeunissement et à l'amélioration des relations de genre dans leur processus de gouvernance.

Dans 6 municipalités, 9 OCB ont participé à des programmes publics dans leur communauté. Elles ont enregistré des avancées significatives sur les plans organisationnel, capacité de mobilisation et représentativité au niveau local ou régional, et gagné ainsi en reconnaissance institutionnelle et légitimité.

2 de ces OCB, soit 10 depuis le début du projet, se sont insérées dans des réseaux ou espaces collectifs de discussion sur le contrôle social des politiques publiques (syndicats, commissions, forums, conseils, conférences, audiences publiques...).

• **Au Congo**

Autour de Brazzaville, 7 organisations de producteurs existantes ont été accompagnées et renforcées et 15 groupements de producteurs ont bénéficié d'un appui et accompagnement pour leur légalisation puis leur renforcement. Les ONG partenaires CJID et AGRIDEV ont bénéficié de formations de leurs équipes (Excel, utilisation de logiciels de traitement et d'analyse de données, formation des responsables administratifs et financiers, formation à la rédaction de fiches projets et la recherche de financement), et sur le plan institutionnel (accompagnement dans leur légalisation). Le CJID a également bénéficié d'un mini-diagnostic organisationnel avec l'intervention d'un consultant international.

Un réseau agroécologique entre ONG congolaises, internationales et entreprises locales a été créé, contribuant au renforcement de nos partenaires en termes de plaidoyer auprès des pouvoirs publics nationaux.

➔ BUREAUX D'INFORMATION ET D'ORIENTATION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE (BIOSP) ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Les BIOSP informent et orientent les habitants vers les services pouvant répondre à leurs besoins et leur permettre d'être mieux reconnus en tant que citoyens afin de faire valoir leurs droits et d'assumer leurs devoirs dans divers domaines (éducation, formation, emploi, santé, services sociaux, juridiques, administratifs...)

BEIRA ET DONDO - MOZAMBIQUE	BISSAU - GUINÉE BISSAU	BONGOR - TCHAD
ORIENTATION SOCIALE		
<ul style="list-style-type: none"> • 1 BIOSP mobile mis en place, s'ajoutant aux 5 BIOSP fixes fonctionnant dans 4 quartiers. • 15 Agents d'Orientation Sociale (AOS) et 5 coordinateurs d'OCB formés à la base de données des BIOSP et thématiques sociales. • 13 695 personnes accueillies. • 11 029 bénéficiaires (dont 46 % de femmes) orientés vers des services sociaux publics et/ou privés, principalement dans les domaines administratif et juridique et de la formation. • 68 % des bénéficiaires orientés ont réussi à résoudre leur problème. 	<ul style="list-style-type: none"> • 3 BIOSP fonctionnent dans 3 quartiers. • 7 Agents d'Orientation Sociale et Professionnelle (AOSP) et superviseurs de BIOSP formés en planification, accueil social, gestion, animation communautaire. • 1 801 personnes accueillies (dont 53 % de femmes), 1 094 orientées individuellement vers des services publics et/ou privés, principalement dans les domaines de la santé et de la formation. • 50 % des bénéficiaires orientés ont réussi à résoudre leur problème. 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 BIOSP, sous la responsabilité d'ESSOR, mis en place en mars 2017, complémentaire au Centre d'information et d'Orientation des Jeunes (CIOJ), responsabilité d'ASTBEF. • 1 technicienne, 2 AOS et 3 fonctionnaires détachés formés à la méthodologie BIOSP. • 4 107 personnes accueillies, 2 163 orientées principalement vers des entretiens individuels avec du personnel spécialisé, des services de santé, éducation ou formation. • 85 % des 638 personnes orientées vers des services externes ont fréquenté ces services.
DÉVELOPPEMENT LOCAL / PARTICIPATION CITOYENNE		
<ul style="list-style-type: none"> • 11 institutions publiques impliquées dans les activités du BIOSP. • 43 leaders se sont réunis régulièrement pour échanger sur les problèmes sociaux de leur quartier. • 471 femmes vulnérables ont participé à des sessions sur la citoyenneté, la santé et l'hygiène. • 281 activités de sensibilisation ont bénéficié à 7 283 personnes, dont 58 % de femmes. • 5 OCB gérant des BIOSP ont bénéficié de renfort en continu en gestion financière et structuration associative. 	<ul style="list-style-type: none"> • 4 institutions publiques, 5 ONG locales et internationales utilisent les services des BIOSP. • Un Guide Social recensant les services publics et privés à Bissau est élaboré et enrichi. • 3 866 personnes (41 % de femmes) ont participé à 148 activités de sensibilisation (rencontres avec leaders communautaires, cercles de parole, rencontres citoyennes, ...). • 3 OCB et 3 ONG gérant des BIOSP ont bénéficié de formations (accueil et orientation sociale, outils de registre, communication interpersonnelle, approche genre). • 24 programmes radio de sensibilisation sur les politiques publiques réalisés et diffusés. 	<ul style="list-style-type: none"> • 4 institutions publiques et autorités locales impliquées dans les activités du CIOJ et du BIOSP. • Des ateliers de travail multi-acteurs menés pour valider le répertoire des politiques publiques et le Guide social des services accessibles à Bongor. • Le CIOJ, le BIOSP et les partenaires locaux (CLAC et Akwada), travaillent en réseau. • Des outils pédagogiques d'animation des BIOSP ont été conçus. • 7 152 personnes (dont 37 % de femmes) ont participé à 88 activités communautaires menées par le CIOJ et le BIOSP.



Orpheline de père et de mère, Maria vit avec sa grand-mère de 79 ans et ses 3 soeurs plus jeunes.

" Notre maison est assez vétuste, nous avons seulement une pièce où nous dormons toutes les 4 ensemble et quand il pleut tout est inondé. Dans le projet Akulu-Akulu, j'ai réussi à faire mon certificat d'enregistrement et mon attestation de pauvreté. Aujourd'hui je suis inscrite à l'école Mateus Sansao Mutemba "

Maria Luis Mbuva, 17 ans, habitante du quartier de Mananga, Beira



NOTRE ACTION EN FRANCE

➔ L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, « SUSCITER DES CHANGEMENTS DE VALEURS SUR LE PLAN INDIVIDUEL ET COLLECTIF ». *Définition Iteco*

• **L'eau, des enjeux actuels qui parlent aux enfants et aux adultes !**

À la suite de l'exposition « Nés quelque part », différents établissements scolaires ont contacté ESSOR pour poursuivre la réflexion autour des enjeux liés à l'eau.

Les classes de 5^{ème} du collège Lazaro de Marcq-en-Barœul, du collège Saint Exupéry de Roubaix et les CM1 de l'école Don Bosco à Croix ont ainsi découvert la disponibilité de ressource en eau, l'accès à l'eau ou bien encore le concept d'eau virtuelle (eau utilisée tout au long du processus de fabrication de nos aliments et des produits de consommation).

Certains élèves volontaires du collège Lazaro ont même animé un atelier lors des portes ouvertes annuelles !

Grâce à l'appui d'une bénévole, l'atelier a pu être traduit et mis en œuvre auprès des équipes au Brésil et en Guinée-Bissau.

• **À la découverte des Droits de l'enfant**

Depuis 2013, ESSOR collabore avec l'accueil de loisirs des Baladins de Marcq-en-Barœul pour proposer tous les mois une sensibilisation aux droits de l'enfant et aux différentes cultures à travers le monde.

Afin de compléter une malle pédagogique pour les animateurs de la ville, plusieurs supports ont été créés et testés avec succès : jeu de l'oie sur le droit à la santé, jeux de memory pour découvrir les écoles à travers le monde, etc.

En novembre, à l'occasion de la journée internationale des Droits de l'enfant, les enfants de deux autres accueils de loisirs ont été conviés à un petit festival à la découverte des droits en immersion brésilienne : fabrication de paô de ló pour le droit à l'alimentation, peinture à la façon de Romero Britto pour le droit à l'expression, construction de favelas pour le droit au logement, etc.

Cette année, l'équipe ainsi que les bénévoles ont pu bénéficier d'une formation sur les questions d'équité et de l'égalité entre les hommes et les femmes dans les projets.

“

Les informations apportées sont adaptées aux élèves de 5^{ème}. Les animations sont agrémentées de nombreuses petites expériences, activités permettant de rendre les notions abordées plus concrètes. »

Témoignage d'une professeure d'élèves de 5^{ème}

Activités ECSI au Brésil avec 2 établissements scolaires, sur les questions d'éducation, des inégalités sociales, de travail des enfants, des inégalités hommes/femmes et du racisme.



→ COMMUNICATION EN 2017.

• Des événements qui font date désormais bien reconnus...

› Le 31 mars, la 3^{ème} édition de la **Vente de Créateurs** a battu tous les records. **400 visiteurs** ont déambulé autour des stands de 19 exposantes. Sensibilisées à la mission d'ESSOR, ces dernières ont reversé 20 % de leurs ventes, permettant la scolarisation de plus de **50 enfants** au Mozambique pendant un an.

Une nouvelle fois, le stand restauration, assuré de main de maître par les bénévoles, a été très apprécié. L'événement sera reconduit en 2018.

› Organisé depuis 2010 dans le cadre du Festival des Solidarités, le **Catch'Impro** a fait salle comble pour la 2^{ème} année consécutive, dans le théâtre pouvant accueillir **400 spectateurs** ! Les comédiens se sont cette année défiés sur la thématique de la parité femmes/hommes.

Avec, cette année le soutien et la participation du **CIC Nord-Ouest** ainsi que la présence d'une cinquantaine d'élèves du lycée Biotech de Douai (dans le cadre d'un projet théâtre en classe de français).

› Au total, **929 personnes** ont été sensibilisées à la solidarité internationale et aux actions d'ESSOR lors des événements ainsi que durant le Forum des Associations de l'Université Catholique de Lille ou encore le Marché de Noël de Marcq-en-Baroeul.

À noter... L'opération de **Cartes de Vœux** s'est maintenue, avec **2 267 cartes** vendues à nos fidèles clients.

• Des supports d'information actualisés...

L'année 2017 a été l'occasion de mettre à jour les brochures des secteurs « Education » et « Développement Agricole et Rural ». Une réflexion a également été menée sur la refonte de la plaquette institutionnelle, dont la publication est prévue pour 2018.

• L'essor de la communication numérique...

› Le **site internet** a reçu 25 % d'utilisateurs en plus par rapport à 2016, avec 1 000 sessions* en moyenne par mois.

** Période pendant laquelle un utilisateur est actif sur le site.*

› 632 personnes sont abonnées à la **page Facebook** au 31 décembre 2017 (500 en 2016).

› Le **Blog** a connu un accroissement de sa fréquentation en attirant 1 769 visiteurs en 2017, soit une hausse de 81 % par rapport à 2016 !

Ce qui a marqué le public du Match d'Impro lors du Festival des solidarités :

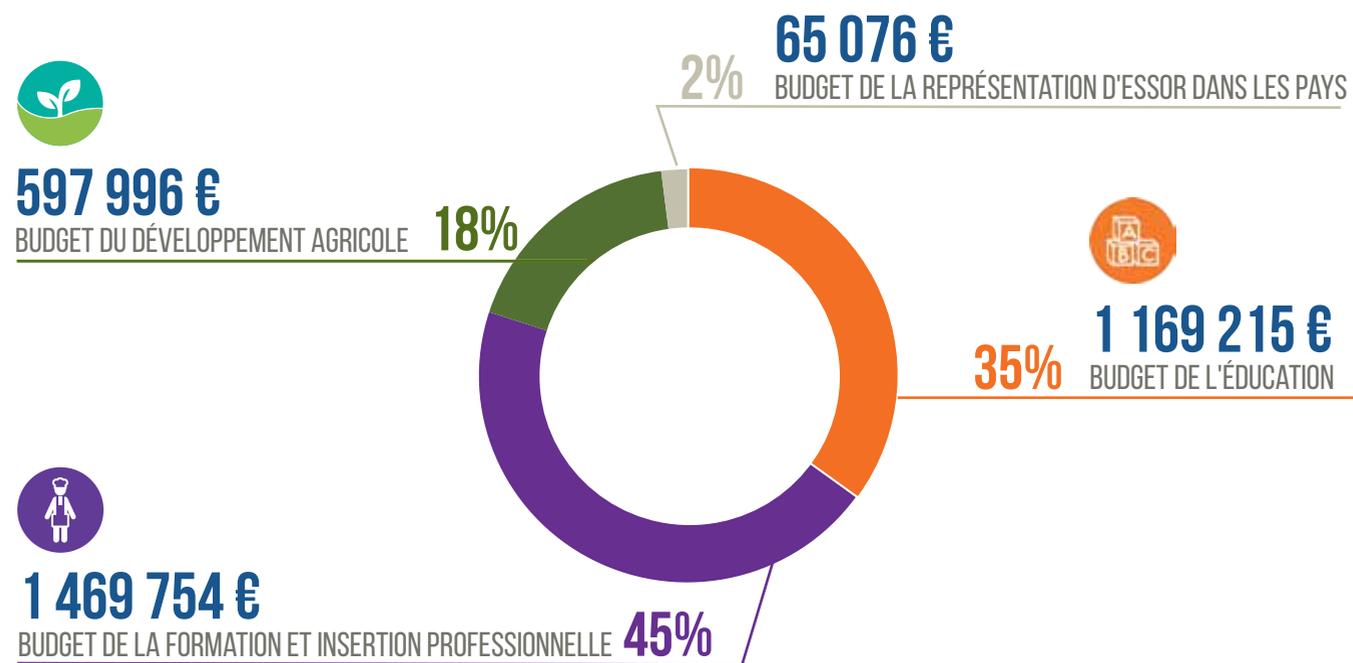
« La joie, le rire, l'ambiance, l'intervention des dirigeants, la bienveillance, ... »

« Bravo pour le spectacle et continuez le travail de cette belle association ! »



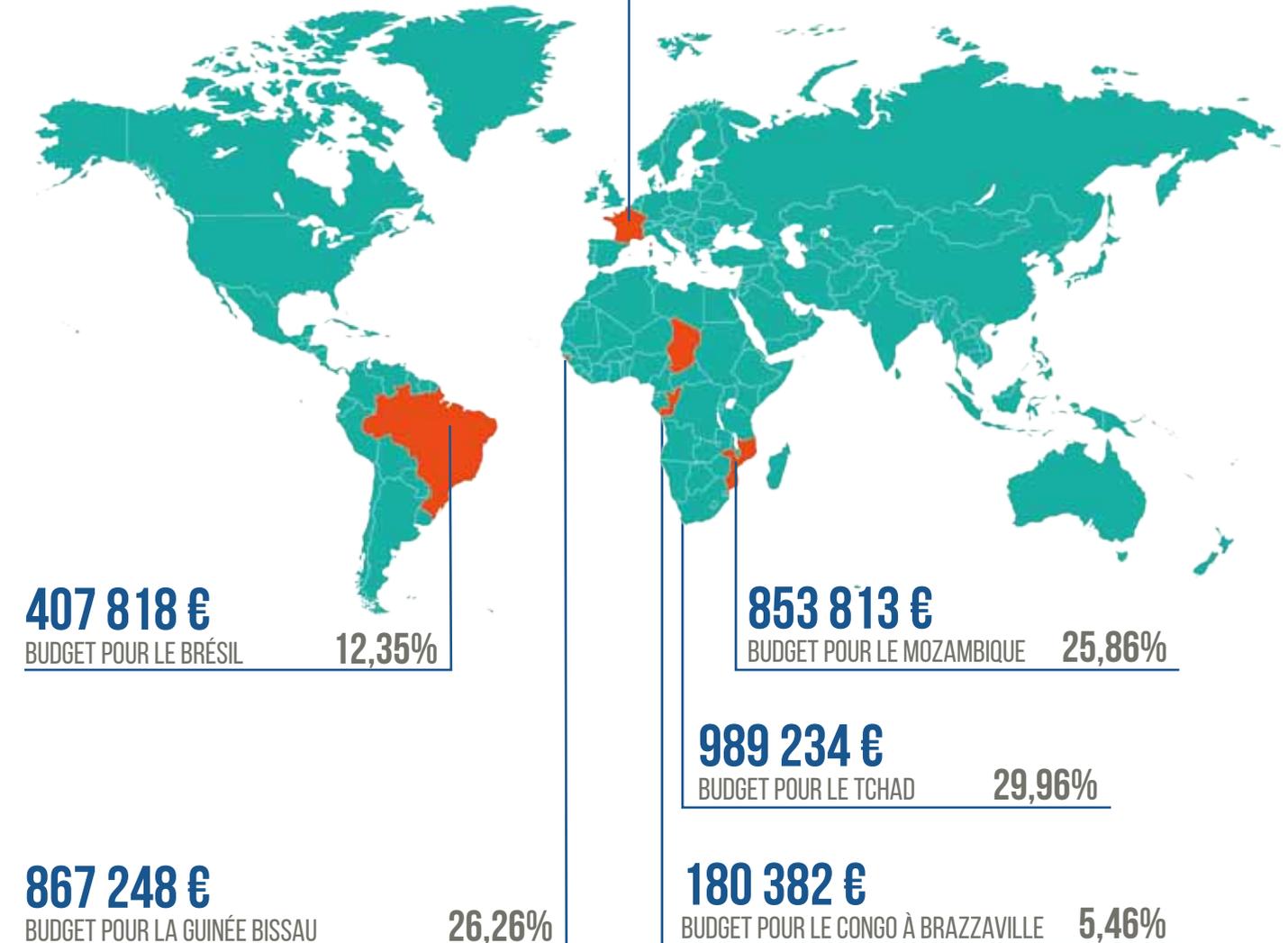
RAPPORT FINANCIER

→ BUDGET PAR SECTEUR

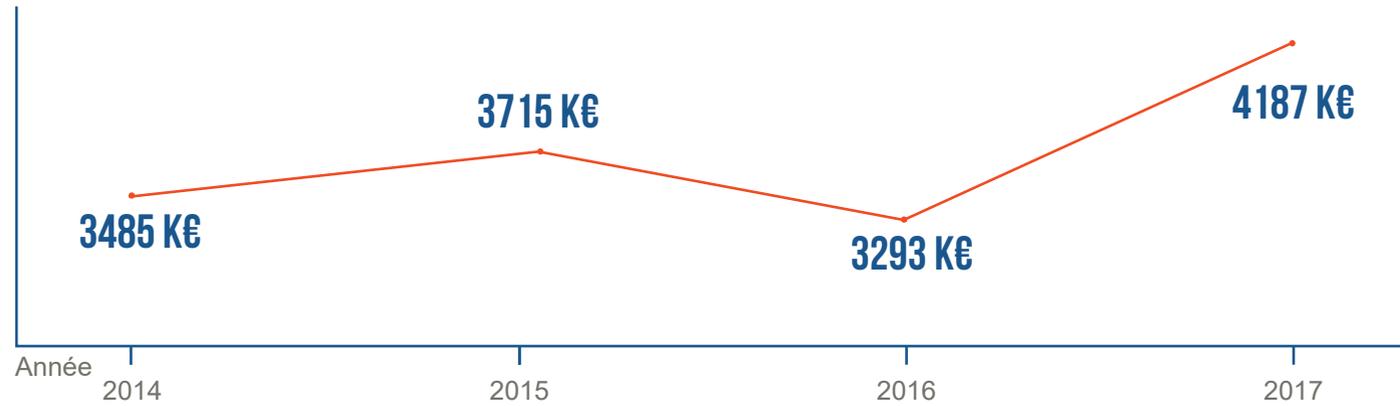


→ BUDGET PAR PAYS

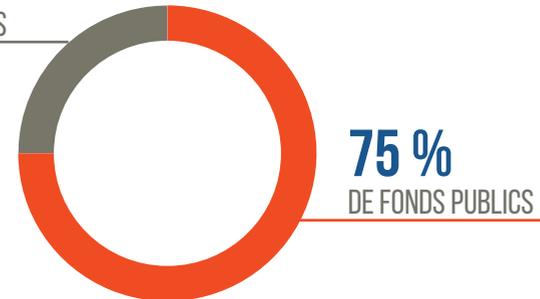
3 302 042 €
BUDGET AU TOTAL



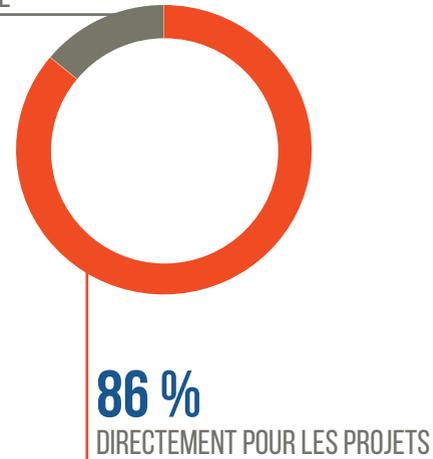
→ ÉVOLUTION DES RECETTES DE 2014 À 2017



25 %
DE FONDS PRIVÉS



14 %
DE FRAIS DE STRUCTURE



→ BILAN 2017

ACTIF		PASSIF	
I. Actif immobilisé	1 976	I. Fonds propres	406 142
Immobilisations	1 976	Réserves statut ou contract	395 863
		Excédent recettes/dépenses	10 279
Total I	1 976	Total I	406 142
II. Actif circulant		II. Dettes	
Créances programmes	92 149	Fonds dédiés aux programmes	3 225 222
Brésil	71 323	Mozambique	239 255
Lancement nouveau programme	4 269	Ressources à affecter	359 255
Mozambique	959	Tchad	998 669
Tchad	15 599	Guinée Bissau	114 514
		Congo	749 941
		Education au développement	14 730
		Multi-zone	748 357
Autres créances	2 621 819	Autres dettes	144 581
Produits à recevoir	2 603 368	Provision congés payés	43 281
Débiteurs divers	12 286	Créditeurs divers	82 324
Autres créances	6 165	État	18 976
Disponibilités	1 053 418	Produits constatés d'avance	
Total II	3 767 387	Total II	3 369 802
Comptes de régularisation	6 587	Comptes de régularisation	
Charges constatées d'avance	6 587		
Intérêts courus à payer			
TOTAL GÉNÉRAL	3 775 949	TOTAL GÉNÉRAL	3 775 949

EMPLOIS	Emplois de N = compte de résultat (1)	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public
1. Missions sociales		
1.1 Réalisées en France		
Actions réalisées directement	29 127	500
1.2 Réalisées à l'étranger	2 529 037	85 780
2. Frais de recherche de fonds		
2.1 Frais d'appel à la générosité du public		
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés	40 968	
3. Frais de fonctionnement	525 158	
I. Total des emplois de l'exercice inscrits au compte de résultat	3 124 291	
II. Dotations aux provisions	0	
III. Engagements à réaliser sur ressources affectées	3 225 222	
IV. Excedent de ressources de l'exercice	10 279	
V. Total général	6 359 792	
VI. Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		86 280
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Missions sociales	7 200	
Frais de recherche de fonds	16 750	
Frais de fonctionnement	13 200	
Total	37 150	

RESSOURCES	Ressources collectées sur N = compte de résultat (2)	Suivi des ressources collectées auprès du public
Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		
1. Ressources collectées auprès du public		
1.1 Dons et legs collectés		
Dons manuels affectés au projet d'éducation	86 280	86 280
Legs et autres libéralités		
1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité du public		
2. Autres fonds privés (entreprises, fondations et ONG)	880 326	
3. Subventions & autres concours publics (dont Banque Mondiale)	2 295 600	
4. Autres produits	10 279	
I. Total des ressources de l'exercice inscrites au compte de résultat	3 272 485	
II. Reprises des provisions	0	
III. Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs	3 087 307	
IV. Variation des fonds dédiés collectés auprès du public (cf tableau des fonds dédiés)		
V. Insuffisance de ressources de l'exercice		
VI. Total général	6 359 792	86 280
VII. Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		86 280
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	14 450	
Prestations en nature	17 600	
Dons en nature	5 100	
Total	37 150	

NOS PARTENAIRES

→ PARTENAIRES PUBLICS :



→ FONDATIONS ET ASSOCIATIONS :

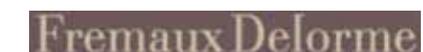


Fonds de Dotation
Fontaine



Fondation
Terre Nouvelle

→ ENTREPRISES :



→ MEMBRES RÉSEAUX :



PRATIQUES



Nous remercions l'ensemble des partenaires publics et privés, fondations, associations, entreprises et particuliers qui se sont associés à nos actions au travers de leur soutien.

GOUVERNANCE ET ÉQUIPE

→ LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : M. Dominique Fremaux

Vice-président : M. Didier Martin

Trésorier : M. Edouard Duboille

Secrétaire : Mme Perrine Brabant

Membre : Mme Arielle Delloye

• Composition de l'équipe salariée d'ESSOR France - Décembre 2017

Marie Pierre Albouy, **Responsable des Programmes Ruraux**

Simon Baliteau, **Référent Technique des Programmes Ruraux**

Frédéric Barbotin, **Responsable Coordination Pays au Brésil**

Olivier Bouron, **Responsable de Projet Formation Insertion Professionnelle au Tchad**

Emmanuel Bossennec, **Coordinateur Pays et Responsable Projet Tchad**

Mathilde Bullot, **Référente Appui Institutionnel et Orientation Sociale**

Sébastien Cayol, **Chargé de mission Formation Humaine/ Secteur FIP Mozambique**

Fabien Chevalier, **Chargé de Mission Projet Formation Insertion Professionnelle**

→ LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

M. Olivier Delgrange, Mme Laurence Wallaert, Mme Nathalie Delhaize, Mme Amparo Brabant, M. Rémy Aine, Mme Anita Leurent, Mme Claire Saint Girons, Mme Céline Delloye, M. Antoine Ducos.

Emanuelle Dalla Costa, **Référente Pédagogique Éducation à Beira, Mozambique**

Jean Philippe Delgrange, **Directeur**

Ariane Delgrange, **Adjointe de Direction**

Maria Dellys, **Secrétaire Administrative et Financière**

Marie Devroux, **Chargée de Communication**

Romuald Djitte Emale, **Responsable de Projet au Tchad**

Agnès Ellouz Pires, **Responsable de Projet Formation Insertion Professionnelle au Mozambique**

Sara Ellouz Pires, **Responsable de Projet BIOSP au Mozambique**

Javier Frades Orallo, **Coordinateur de Projet Formation Insertion Professionnelle Mozambique**

Lucile Guilbert, **Chargée des Partenariats financiers Nord**

Amanda Lang, **Assistante financière**

Ambroise Le Moal, **Responsable des Programmes Formation Insertion Professionnelle**

Hélène Machado, **Responsable Administrative et comptable**

Grégoire Martin, **Responsable Administratif et Financier au Tchad**

Susana Mendes Pereira da Silva, **Responsable de Projet en Guinée Bissau**

Coline Oliva, **Responsable de Projet agricole au Mozambique**

Catherine Piat, **Référente Pédagogique Éducation en Guinée Bissau**

Julie Pignat, **Chargée de mission Projet Agricole en Guinée Bissau**

Camille Ribier, **Chargée de l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale**

Teddy Szostek, **Coordinateur du suivi Financier**

Annabel Thapa, **Responsable des Programmes Education**

Ainsi que tout le personnel local ESSOR qui collabore sur les projets dans les pays d'intervention : Brésil, Mozambique, Tchad, Guinée Bissau et Congo.

• Stagiaires en appui sur le terrain

Juliette Derian, **stage Agriculture Urbaine et Périurbaine à Nampula au Mozambique**

Nous remercions également toutes les bénévoles ESSOR pour leur implication et leur investissement tout au long de l'année.



Semaine ESSOR, été 2017



→ AU SIÈGE

Le chantier de l'année sera de finaliser et lancer les plans d'actions pour mettre en œuvre la planification stratégique 2018/2022. Le Groupe de Pilotage mis en place en 2017 accompagnera cela.

La rencontre annuelle au siège sera organisée début juillet, avec les Responsables terrain, l'occasion d'échanger sur les stratégies par pays et par secteurs, et sur les questions de partenariat.

L'année 2018 sera aussi celle de la clôture de la Convention Programme Education avec l'organisation au siège de la restitution de l'Evaluation et de la mesure d'impact puis en Guinée-Bissau d'un important échange sud-sud, ainsi que l'évaluation finale de notre projet « Multi Pays Agricole ».

→ AU BRÉSIL

Nous prévoyons de poursuivre nos activités dans les domaines de l'Education et de la Formation et Insertion Professionnelle, grâce à nos 2 Conventions Programme, mais aussi et de façon de plus en plus conséquente avec des financements obtenus localement au travers des dispositifs fiscaux existants, d'appels à projets locaux et avec l'appui de certaines fondations privées en Europe.

L'équipe du Bureau devrait être consolidée sur le plan technique et comptable.

→ EN GUINÉE BISSAU

Nous poursuivrons les activités à Bissau avec ANADEC, EAO et d'autres ONG et acteurs impliqués. En zone rurale, le projet avec KAFO se terminera à la fin du premier trimestre. Nous prévoyons de poursuivre des activités dans le domaine agricole, avec l'idée de les mener en périphérie urbaine sur les problématiques du maraîchage que nous commençons à bien maîtriser.

→ AU CONGO

Les activités de soutien au maraîchage à Brazzaville se poursuivront dans la zone sud et seront étendues à d'autres quartiers, toujours en partenariat avec CJID et AGRIDEV, et comptant sur une implication croissante d'autres acteurs publics et de la société civile.

→ AU TCHAD

2018 verra le démarrage du programme FIP BAA financé par l'UE et construit avec l'AFD et les ONG locales. Il permettra d'étendre les activités FIP dans 3 nouvelles villes, avec une ouverture sur les métiers para agricoles pour les jeunes des périphéries. Gros défi pour ESSOR, ce projet impliquant de nouveaux partenaires, de nombreuses ressources humaines et un nouveau type de contrat pour lequel nous devons rendre compte au Ministère local du Plan. En parallèle, poursuite des activités en cours à N'Djaména et Bongor, démarrage à Moundou dans les domaines de l'Éducation et de la FIP, avec différents partenaires, UP, AKWADA, CDVT, Centre Culturel Al Mouna.

→ AU MOZAMBIQUE

Les activités d'Agriculture Urbaine et Péri Urbaine se poursuivront à Maputo avec les organisations locales ABIODES et ComOrgânico. ABIODES sera aussi impliquée dans notre projet d'appui aux producteurs maraîchers de Nampula qui se poursuit également.

A Maputo, nous poursuivons des activités Petite Enfance et Jeunesse en consolidant les liens avec les réseaux, les pouvoirs publics et les universités, notamment en pédagogie et service social. La formation et l'insertion professionnelle des jeunes se poursuivra avec l'ONG UPA. Nous allons consolider une méthodologie de FH pour les jeunes 18/25 ans qui sera progressivement étendue aux projets FIP dans les différents pays.

A Beira, notre Projet Intégré Urbain va se poursuivre et se finaliser en fin d'année, et nous serons amenés à voir avec nos partenaires comment assurer la poursuite des activités d'un point de vue technique et financier.



LISTE DES SIGLES

ABIODES : Associação para Desenvolvimento Sustentável (*Mozambique*)

ACOMVA : Associação Comunitária de Várzea Alegre (*Brésil*)

AFD : Agence Française de Développement

AGRIDEV : Association congolaise pour le développement agricole (*Congo*)

ANADEC : Acção Nacional para o Desenvolvimento Comunitário (*Guinée Bissau*)

AOS(P) : Agent d'Orientation Sociale (et Professionnelle)

ASDP : Acção Social Diocesana de Patos (*Brésil*)

BAA : Projet Bab Al Amal

BIOSP : Bureau d'Information et d'Orientation Sociale et Professionnelle

CA : Conseil d'Administration

CCM : Conselho Cristão de Moçambique

CIOJ : Centre d'Information et d'Orientation Jeunesse (*Tchad*)

CJID : Club Jeunesse Infrastructures et Développement (*Congo*)

CLAC : Centre de Lecture et d'animation Culturelle (*Bongor, Tchad*)

CP : Convention Programme

DPJD : Direction Provinciale de la Jeunesse et des Sports (*Mozambique*)

EAO : Escola de Artes e Ofícios (*Guinée Bissau*)

ECSI : Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale

FAP : Formation Agricole Participative

FH : Formation Humaine

FIP : Formation et Insertion Professionnelle

GACC : Grupo de Apoio as comunidades carentes (*Fortaleza, Brésil*)

GLEPI : Groupe Local d'Éducation Préscolaire et de la Petite Enfance (*Guinée Bissau*)

GTPEPS : Groupe Technique de la Petite Enfance de la Province de Sofala (*Mozambique*)

INJS : Institut National de la Jeunesse et des Sports (*Tchad*)

MC : Movendo Cidadania (*Brésil*)

MEN : Ministère de l'Education Nationale

OCB : Organisation Communautaire de Base

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OP : Organisation de Producteurs

OSC : Organisation de la Société Civile

PAMTAC-B : Projet d'Appui au Maraîchage, à la Transformation Agro Alimentaire et à la Commercialisation (*Congo*)

PC : Parcours Citoyen

PS : Planification Stratégique

RH : Ressources Humaines

RP : Responsable de Projet

UDC : Union Districtale des Paysans (*Nampula, Mozambique*)

UE : Union Européenne

UP : Université Populaire (*Tchad*)

UPA : Unidos para Ajudar (*Mozambique*)

UTAA : Unité de Transformation Agro Alimentaire



92 rue de la Reine Astrid
59700 Marcq en Baroeul

contact@essor-ong.org

www.essor-ong.org

www.facebook.com/ONGESSOR